



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Retard des expérimentations de l'enseignement en Corse

Question écrite n° 1554

Texte de la question

M. Paul-André Colombani alerte M. le ministre de l'éducation nationale sur les retards pris dans les expérimentations promises en matière d'enseignement en langue corse. L'article 7 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse prévoit que « la langue corse est une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires de Corse ». D'autre part l'article L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que : « l'Assemblée adopte, dans les mêmes conditions, un plan de développement de l'enseignement de la langue et de la culture corses, dont les modalités d'application font l'objet d'une convention conclue entre la collectivité territoriale de Corse et l'État. Cette convention prévoit les mesures d'accompagnement nécessaires, et notamment celles relatives à la formation initiale et à la formation continue des enseignants ». L'article 5 de la convention 2016-2021, signée le 3 novembre 2016, par M. le président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse (CTC), M. le préfet et M. le recteur prévoit « la mise en place d'une filière proposant l'enseignement de la langue corse comme langue enseignée et langue principale d'enseignement. Dans cette expérimentation la langue corse occupera la majeure partie du volume horaire hebdomadaire ». Il est en outre précisé que « cette expérimentation se mettra en place chaque année dans les écoles maternelles volontaires sur la base d'un projet. Les maîtres participant à cette expérimentation bénéficieront d'une formation particulière ». Cette demande maintes fois réitérée de la part de la CTC aux services de l'Académie de Corse n'a en l'état reçu pour toute réponse que l'imprécise et non officielle proposition d'une étude concernant sa mise en œuvre. Or dans l'académie de Bordeaux, le département des Pyrénées-Atlantiques, collectivité aux pouvoirs bien moins étendus que ceux de la CTC, l'année 2016-2017 a connu le lancement de pas moins de onze expérimentations basées sur un temps d'enseignement entièrement en basque, durant les deux premières années de maternelles, dans les cinq écoles de Biarritz Alsace, Guéthary, Jatxou, Arbonne et Biarritz Reptou et, pour la scolarité complète en maternelle, dans les six écoles de Larressore, Ascain, Saint-Jean-de-Luz, Urdazuri, Sare, RPI Ahaxe/Mendive et Ahetze. Il peut être tout d'abord observé que les dispositions prises en Pays basque rendent caduque la nature de l'immersion, toujours partielle, telle que proposée dans l'article 5 de la convention, alors que la Corse devrait bénéficier aujourd'hui des mêmes possibilités. Il lui demande ainsi des informations fondées quant à l'effectivité de la mise en œuvre dudit article de la convention précitée, eu égard au retard pris dans l'application de la convention et de celui accumulé vis-à-vis d'une collectivité aux compétences moins étendues que celles de la CTC.

Texte de la réponse

L'académie de Corse est particulièrement attentive à la situation de l'enseignement de la langue corse. À la rentrée 2018, une expérimentation portant sur la place renforcée de la langue corse dans des classes bilingues a été lancée dans des écoles maternelles volontaires, sur le fondement de la convention relative au plan d'enseignement de la langue corse signée en 2016. Quatre écoles avaient élaboré un projet soumis aux autorités académiques pour validation, à partir d'un cahier des charges acaémique explicitant l'objectif et les conditions de mise en œuvre de l'expérimentation. Les projets de trois d'entre elles ont été retenus : deux écoles sont situées en Haute-Corse (Ghisonaccia et Ponte Novu), la troisième en Corse du Sud (Ajaccio). Les enseignants participant à cette expérimentation ainsi que les conseillers pédagogiques en langue et culture corses ont suivi une formation de quatre journées consécutives à la fin de l'année scolaire passée pour préparer

cette mise en œuvre. Cette expérimentation fera l'objet durant toute l'année scolaire d'un accompagnement et d'un suivi attentifs ; elle fera aussi l'objet, comme toute expérimentation, d'une évaluation.

Données clés

Auteur : [M. Paul-André Colombani](#)

Circonscription : Corse-du-Sud (2^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1554

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : [Éducation nationale](#)

Ministère attributaire : [Éducation nationale et jeunesse](#)

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [3 octobre 2017](#), page 4653

Réponse publiée au JO le : [27 novembre 2018](#), page 10673